

## PROGRAMMES PUBLICS DE RÉALISATION DE LOGEMENTS

## L'intérêt des entreprises nationales demeure faible

**L'intérêt des entreprises nationales, principalement privées, pour la réalisation des programmes publics de logements demeure très faible, constate le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, qui a inauguré hier la 18<sup>e</sup> édition du Salon international Batimatec.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ouvert le 3 mai au Palais des expositions-Pins maritimes à Alger, le Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec) qui en est à sa dix-huitième édition, n'a été inauguré officiellement qu'hier par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

L'occasion pour Abdelmadjid Tebboune, accompagné du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, qui a effectué une longue tournée des stands des exposants nationaux mais aussi étrangers d'affirmer l'intérêt des pouvoirs publics pour la promotion de la production et de l'expertise nationales dans le domaine de la construction et de l'urbanisme.

Une production nationale en termes de réalisations, matériaux, produits et services qu'il considérera être de bonne qualité et compétitive, dans le contexte de développement de l'industrialisation du bâtiment et de la résorption du déficit d'offre. Cela, même

si le ministre de l'Habitat ne manquera pas, lors d'une halte, de reprocher encore une fois le désintérêt patent des opérateurs et maîtres d'œuvres nationaux, notamment du secteur privé, pour les programmes publics de réalisation de logements.

Un désintérêt dans la mesure où les entreprises nationales capables de réaliser des volumes de 450 unités par an sont très peu nombreuses à répondre aux multiples sollicitations des promoteurs et maîtres d'ouvrages publics.

Sur les 113 entreprises figurant sur la short-list établie par le département d'Abdelmadjid Tebboune, moins de 10 ont répondu positivement aux sollicitations. Un manque d'intérêt que le ministre de l'Habitat ne manquera pas de relier au fait que certains opérateurs nationaux refusent les prix du foncier fixés, a contrario des constructeurs étrangers qui les acceptent.

Dans ce contexte, Abdelmadjid Tebboune rappellera



La production nationale est considérée être de bonne qualité.

que son département a enregistré l'année dernière plus de 2 850 cas d'appels d'offres infructueux. Un manque d'investissement privé, justifiable certes par les contraintes de coûts élevés de production et les difficultés d'ordre financier mais qui reste cependant incompréhensible dans la mesure où les entreprises notablement privées bénéficient de facilitations et mesures incitatives ainsi que de la préférence nationale de 25% lors des appels d'offres.

Une préférence dont le secteur public bénéficie également, ce qui lui permettrait de pouvoir participer aux divers programmes de

logements publics et d'améliorer sa quote-part du marché.

Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a assuré que les logements promotionnels publics (LPL) en cours de réalisation répondront aux standards de qualité et devraient être équipés. Il indiquera ainsi que le programme LPL dont certaines unités pilotes devraient être livrées prochainement avance de manière satisfaisante, avançant un taux de réalisation de 60%.

Organisée en partenariat par la Société algérienne des foires et exportations (Safex) et la société Batimatec Expo, la 18<sup>e</sup> édition du Salon international

Batimatec est marquée par une forte participation des opérateurs algériens et étrangers spécialisés dans les domaines de la construction et de la prestation de service et technologies.

Quelque 1 200 opérateurs dont 640 étrangers venus de 26 pays, participent depuis le 3 mai dernier et jusqu'au 7 mai 2015 à cette 18<sup>e</sup> édition, sur une surface d'exposition globale de plus de 44 000 m<sup>2</sup>. Notons que la participation étrangère s'est renforcée lors de cette 18<sup>e</sup> édition par la présence de nouveaux pays, notamment l'Afrique du Sud, la Russie et la Malaisie, et par l'augmentation du nombre des exposants de certains pays.

Lors de la précédente édition, tenue du 4 au 8 mai 2014, le salon Batimatec avait attiré quelque 1 100 exposants dont 449 algériens et 651 étrangers représentant plus de 23 pays. Dédiées notamment à la promotion de la production nationale, l'industrialisation du bâtiment, l'efficacité constructive et l'apport des technologies, procédés et matériaux de construction, des journées techniques et des conférences-débats se tiendront également durant cette 18<sup>e</sup> édition.

C. B.

## SOUSCRIPTIONS À L'ASSURANCE DE PERSONNES

## Le Mutualiste mise sur 50% des agriculteurs en cinq ans

**Le taux de souscription aux assurances de personnes dans le secteur agricole demeure «très faible». Grâce à sa stratégie mise en place, la société d'assurance de personnes «Le Mutualiste», filiale de CNMA (Caisse nationale de mutualité agricole), ambitionne d'atteindre un taux de souscription de 50% dans un délai de cinq années.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Pour le directeur général de la société d'assurance de personnes «Le mutualiste», Mohamed Rafik Benelmouffok, l'Algérie a pris du retard dans l'assurance de personnes. «Ce n'est qu'en juin 2011 que les pouvoirs publics ont pris la décision de scinder les assurances en deux : assurances dites dommages et assurances de personnes», indique-t-il hier, en marge du séminaire sur le thème «Perspectives de développement des assurances de personnes dans le monde rural et agricole» tenu à Alger.

Il rappelle qu'auparavant, l'assurance de personnes était une branche «mineure». «Depuis la réforme de 2011, elle est devenue une activité à part entière», précise-t-il encore.

Une réforme qui selon lui, a permis aux sociétés d'assurances de mettre en place des compagnies d'assurances de personnes et leurs structures, de développer des produits à proposer et d'identifier le public.

Seulement poursuit le Dg de «Le Mutualiste», «le taux de souscription à ce type d'assurance dans le domaine agricole demeure très faible». Un «échec» qu'il incombe au système d'information des compagnies d'assurances. «Il faut développer le système d'information car son rôle est essentiel et primordial», dit-il.

Il évoque ainsi la stratégie mise en

place par sa société. «Le Mutualiste approche les agriculteurs par le biais de leurs représentants : les chambres d'agriculture, leurs associations, leurs syndicats, les wilayas, les DSA, ... ».

Pour Mohamed Rafik Benelmouffok, il est question d'atteindre un taux de souscription de plus de 50% dans un délai de cinq années. «Il faut qu'au minimum la moitié des exploitants agricoles, ouvriers permanents et saisonniers adhèrent à notre assurance de personnes», dit-il.

Une fois les 50% atteints, il estime qu'une dynamique s'installera d'elle-même et la demande se fera automatiquement.

Même constat chez le président de la chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger. Belkacem Ouali affirme que le taux de souscription des agriculteurs à l'assurance de personnes est «faible». Il estime que c'est aux compagnies d'assurances de se déplacer et d'aller vers l'agriculteur. «Il faut des bureaux de proximité pour s'approcher de l'agriculteur afin de permettre à l'assurance de personnes de faire moissonner-large», suggère-il.

Convaincu du large écho que peuvent trouver les compagnies d'assurances auprès des chambres d'agriculture, Belkacem Ouali précise que celles-ci

sont fréquentées par les agriculteurs au quotidien.

Selon lui, une sensibilisation de proximité s'impose d'autant dit-il, «l'agriculteur d'aujourd'hui n'est plus l'agriculteur illettré d'hier. Il est instruit et épanoui et il est pré-disposé à adhérer». D'ailleurs, ajoute-t-il, «nous pouvons ainsi avoir un nombre important d'agriculteurs qui vont souscrire à cette mutualité».

Il assure que dans un premier temps, une telle opération de sensibilisation de proximité permettra d'atteindre 25% de souscriptions en une année.

Ry. N.

## VISITE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS À NAÂMA :

## «Un maillage pour l'aménagement routier»

**Le ministre des Travaux publics, M. Abdelkader Kadi, qui, effectuait une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Naâma, a appelé les entreprises chargées des grands ouvrages d'art à effectuer des études préliminaires et approfondies pour les réalisations de ces grands projets dans les normes internationales.**

M. Kadi, qui semblait satisfait de la qualité et de l'avancement des projets des infrastructures routières, un maillage estimé à un taux global de 93%, a, lors de ses haltes à travers plusieurs points du grand projet de dédoublement de la RN6 reliant la commune de Méchéria à celle de Aïn-Séfra, appelé au respect des délais impartis pour la livraison à temps des projets.

Pour rappel, le coût du dédoublement de cette route longue de 112 km est évalué pour une enveloppe globale de sept milliards de DA.

Le membre du gouvernement, s'est rendu respectivement à travers les villes et les villages enclavés ou désenclavés. Il a entamé sa visite, par la commune d'El-Bayadh, Méchéria, Naâma, Aïn-Séfra, les localités de Aïn-Ouarka, Moghrar, Djeniène, Sfissifa, Ben-Amar et Kasdir, en utilisant un circuit passant par les routes secondaires et les chemins vicinaux (Sam, Founassa, Haraza) où il s'est enquis de plusieurs projets retenus dans le cadre des programmes spéciaux, des besoins du secteur, ainsi que



Kadi insiste sur le respect des délais de livraison.

de l'élimination de certains points noirs.

Le ministre des Travaux publics, M. Kadi, n'a pas manqué d'interpeller les responsables du secteur à être de bons gestionnaires, faisant allusion aux choix des entreprises

qualifiées, comme il a espéré que le suivi technique de toutes les infrastructures routières réalisées, se fasse dans des procédures légales, et ce, en rendant visite aux laboratoires de suivi et de contrôle technique.

B. Henine